

Lettre de clarification et d'information, adressée au
Secrétaire Général des Nations Unies

Monsieur le Secrétaire Général,

Nous, Secrétaires Généraux des organisations syndicales, soussignés, avons l'honneur de venir par la présente lettre vous apporter certaines précisions au sujet des événements qu'a connus la Mauritanie les semaines dernières.

Cette démarche vient suite à une lettre qui vous a été envoyée par un groupe de Secrétaires Généraux d'organisations syndicales de la place, créditant le coup d'état militaire en donnant une certaine lecture des faits qui mérite de notre part certaines précisions afin de lever l'équivoque en ce qui concerne les positions des organisations syndicales de Mauritanie, particulièrement celles les plus représentatives dont la position a été exprimée dans une déclaration qu'elles ont publié le 07/ 08/ 08, condamnant le coup d'état et réclamant le retour à la constitutionnalité dont une copie a été remise à votre émissaire lors de son passage à Nouakchott.

Il s'agit des centrales syndicales suivantes :

- Union des Travailleurs de Mauritanie (UTM) affiliée à la CSI et ancienne affiliée de l'ex-CISL ;
 - Confédération Générale des Travailleurs de Mauritanie (CGTM), affiliée à la CSI et ancienne affiliée de l'ex-CISL ;
 - Confédération Libre des Travailleurs de Mauritanie (CLTM), affiliée à la CSI et ancienne affiliée de l'ex-CMT ;
 - Union Syndicale Libre de Mauritanie (USLM), affiliée de la FSM.
 - Confédération Nationale des Travailleurs de Mauritanie (CNTM), affiliée à la FSM ;
 - Union Nationale des Travailleurs de Mauritanie (UNTM) affiliée à la FSM.
- Ces organisations estiment nécessaire de vous apporter certaines informations et éclaircissements par rapport au coup d'état du 6 Août 2008.
 - estimons que le coup d'état est injustifié, présente un grand danger et une menace pour la paix civile, l'unité nationale, la stabilité et torpille notre jeune démocratie, laquelle jusqu'à, avant le coup d'état était le modèle dans la sous région où, les libertés d'expression et d'organisation étaient largement offertes et les droits fondamentaux garantis.
 - La crise dont on a tant parlé pour justifier l'injustifiable n'en est pas une, mais il s'agit d'une manipulation, orchestrée par les militaires en vue de parvenir à leur dessin, car ni la situation socio-économique ni même la situation géopolitique que les militaires ont créés depuis des mois ne justifient la prise du pouvoir par la force et la confiscation des libertés.
 - Vous informons que le peuple mauritanien dans son écrasante majorité s'oppose à ce coup d'état, opposition exprimée à travers des manifestations,

see-tings, marches, déclarations ..., malgré les menaces et pressions qu'exerce la junte sur la population et les fonctionnaires de l'Etat.

- Depuis le 06/08/08 le pays est passé au monolithisme politique par le contrôle des medias et leurs utilisations dans la propagande de la junte.
- Depuis ce coup de force la situation des droits humains et libertés individuelles et collectives s'est largement détériorée ce qui constitue un recule grave de la démocratie dans notre pays.
- Nous signataires de la présente lettre, sollicitons votre intervention et celle de votre institution pour aider au retour à la normale par notamment l'établissement du président démocratiquement élu dans ses fonctions et l'éloignement des militaires de la vie politique.

Vous exprimons nos félicitations et encouragements pour votre position et celle de votre institution, condamnant le coup d'état et demandant le retour à la constitutionalité dans le pays.

Cette position qui rejoint celle exprimée par nos organisations mérite d'être saluée et encouragée.

- Rappelons que, depuis le mois de mars 2008, sous le premier gouvernement des négociations entre les partenaires sociaux ont été ouvertes et, n'ont pu continuer à cause de la déstabilisation politique découlant de la manipulation politicienne des militaires, compromettant ainsi les intérêts des travailleurs qui se battent dans une situation socioéconomique difficile due à une conjoncture mondiale particulière.
- Cette situation d'ensemble, met le pays au bout du gouffre et compromet la démocratie dans notre pays.

Enfin Monsieur le Secrétaire Général, nous vous prions de croire à l'expression de nos meilleurs sentiments.

Les signataires.

- ABDERAHMANE OULD BOUBOU, SG/ UTM; 648 00 21
- ABDELLAHI OULD MOHAMED, dit Nahah SG/ CGTM; 642 03 27
- SAMORY OULD BEYE, SG/ CLTM; 641 79 50
- KANE MOCTAR, SG/ USLM; 639 55 64
- MOHAMED AHMED OULD SALECK, SG / CNTM; 246 26 82
- MOHAMED OULD JIYID, SG/ UNTM; 660 16 74

Nouakchott, le 25 / 08 / 2008